

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>51</b>	<b>24</b>

N° de la séance : 57

Objet de la délibération: Mission  
Evaluation Contrôle Partenariat -  
Coordination Nationale des Conseils de  
Développement - Adhésion

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.124

Date de la convocation :

**Le 18/06/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage - 2 JUL. 2019  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du - 4 JUL. 2019

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 24 juin 2019**

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



## **Monsieur THIERY,**

Les Conseils de développement, créés par la loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable des territoires du 25 juin 1999, modifiée par la loi dite « NOTRe » du 7 août 2015, permettent d'associer les acteurs locaux, les corps intermédiaires, les citoyennes et citoyens à la définition des grands choix concernant le développement durable des territoires où ils vivent.

Sans se substituer aux assemblées élues, la forme de participation citoyenne que les Conseils de développement inventent et l'expertise d'usage qu'ils portent sont des éléments indispensables à l'exercice d'une démocratie. Ils offrent des espaces d'échange, de coopération, de dialogue et d'action collective ; ils contribuent ainsi à enrichir les politiques publiques.

Le Conseil de Développement (CDD) de la CASA a été créé par délibération du Conseil communautaire le 19 mai 2003. Cette instance de démocratie participative a été renouvelée en 2008 puis en 2014.

Il comprend une soixantaine de membres qui se réunissent en assemblée plénière pour débattre des avis à destination des élus communautaires. Le bureau du CDD est composé de vice-présidents qui animent des groupes de travail thématiques sur les compétences prospectives de la CASA, notamment le développement économique, les transports et la mobilité, l'aménagement du territoire, l'environnement et le patrimoine.

Les Conseils de développement ont choisi de se rassembler au sein d'une Coordination nationale pour favoriser la diffusion et la pratique de nouvelles formes d'expression de la démocratie, pour renforcer la solidarité entre Conseils de développement, accroître leur visibilité et la reconnaissance de leur légitimité.

Ils se donnent pour objectifs :

- d'échanger et de partager leurs expériences ;
- de mutualiser leurs travaux, créant ainsi une ressource accessible à tous ;
- de valoriser les travaux réalisés par la Coordination Nationale des Conseils de Développement (CNCD) et produire des documents de communication pédagogiques accessibles à tous ;
- d'améliorer la visibilité des Conseils de développement par la promotion et la valorisation de leurs actions auprès des différents partenaires à l'échelle nationale ;
- de confirmer les Conseils de développement comme lieux privilégiés d'expression de l'expertise citoyenne ;
- de faire reconnaître le rôle incontournable et la valeur ajoutée de la réflexion citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques locales ;
- de développer des liens avec les autres instances participatives et les acteurs du territoire.

Cet organisme est une association régie par la loi 1901 qui s'appelle « Association Nationale des Présidents des Conseils de Développement (ANPCD) », dénommée « Coordination Nationale des Conseils de Développement » (CNCD).

Le Conseil de Développement de la CASA souhaite adhérer à cette association, dont la participation est fixée à 0,01 € par habitant.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'adhésion du Conseil de Développement de la CASA à la Coordination Nationale des Conseils de Développement ;

- d'approuver le versement de la cotisation 1 791,46 € prévu au budget de l'année 2019, Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;
- de reconduire tacitement chaque année l'adhésion au CNCD, sauf en cas de modification de la cotisation annuelle de plus de 5 % ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge du Conseil de Développement à signer tout document relatif à cette adhésion.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver l'adhésion du Conseil de Développement de la CASA à la Coordination Nationale des Conseils de Développement ;
- d'approuver le versement de la cotisation 1 791,46 € prévu au budget de l'année 2019, Chapitre « 011 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ;
- de reconduire tacitement chaque année l'adhésion au CNCD, sauf en cas de modification de la cotisation annuelle de plus de 5 % ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président en charge du Conseil de Développement à signer tout document relatif à cette adhésion.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 24 juin 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement (ANPCD),  
dénommée  
« Coordination Nationale des Conseils de Développement » (CNCD).**

## **Règlement intérieur**

*Adopté par l'AG du 19/05/15 et modifié par l'AG du 22/06/17*

Ce Règlement intérieur a pour objet de préciser les statuts de l'Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement (ANPCD), dénommée Coordination Nationale des Conseils de Développement (CNCD), dont le rôle et les missions sont définis à l'article 2 des statuts.

Le Règlement Intérieur est remis à chaque membre adhérent. Comme les statuts, il est consultable sur le site Internet de la Coordination Nationale des Conseils de Développement.

Les membres de la CNCD s'engagent à respecter le Règlement intérieur ainsi que les principes exposés dans la Charte des Conseils de Développement.

### **Titre I : Membres**

#### **Article 1er – Composition**

Sont membres de l'Association les Président(e)s de Conseil de Développement dont le Conseil de Développement a décidé d'adhérer à l'association et qui sont à jour de leurs cotisations.

Chaque Président(e) peut désigner un membre de son Conseil de Développement pour le représenter de façon permanente et ayant délégation pour assumer toute fonction et participer aux délibérations des instances de l'association.

Dans les statuts de l'association et le présent Règlement intérieur, l'expression « Président(e) de Conseil de Développement » désigne soit le/la Président(e), soit le membre du Conseil de Développement qu'il/elle a désigné.

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le Bureau de la CNCD qui approuve les demandes d'adhésion.

#### **Article 2 – Cotisation-financements**

La création d'une Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement a pour objet de permettre de collecter des financements destinés à assurer le rôle et les missions dévolus à la CNCD, conformément au Préambule et à l'article 2 des Statuts.

Les financements sont fondés sur un processus d'adhésion, de contribution financière et d'appels de fonds.

- **Adhésion**

L'adhésion à la CNCD est constituée de deux éléments indissociables :

- la cotisation personnelle des Président(e)s de Conseils de Développement, mandaté(e)s par leur Conseil de Développement pour adhérer à l'association, dont le montant est fixé à 10€ et peut être révisé annuellement par l'Assemblée Générale.
- la contribution financière des Conseils de Développement ou de leur collectivité/structure de rattachement.

- **Contribution**

Un document annexé au présent Règlement intérieur et validé annuellement par le Conseil d'Administration fixe le montant des contributions sur la base d'un centime d'euro (0,01€) par habitant pour tous les Conseils de Développement, ramené à un-demi centime d'euro (0,005€) par habitant pour les Conseils de développement de Pays et PETR (voir annexe).

- **Modalités de versement**

Le versement de la contribution de chaque Conseil de Développement peut être effectué par le Conseil de Développement lui-même, s'il en a la capacité juridique et la délégation financière, ou par sa collectivité/structure de rattachement.

La contribution financière peut prendre la forme d'une cotisation, d'une subvention, etc.

Pour s'adapter à chaque situation, l'appel de fonds établi par la CNCD est libellé selon la forme demandée par chaque collectivité/structure de rattachement.

- **Dates**

L'adhésion d'un Conseil de développement à l'ANPCD peut intervenir à tout moment dans l'année. Quelle que soit la date à laquelle elle intervient le montant de la cotisation comme celui de la contribution ne sont affectés d'aucun coefficient de réduction. Les demandes de dérogation à ce principe sont instruites par le Bureau et statuées en Conseil d'Administration. Toute cotisation et contribution versées à l'association sont définitivement acquises.

### **Article 3 - Admission de membres nouveaux, Exclusion, Démission**

Cf. l'article 4 des statuts.

## **Titre II : Fonctionnement de l'association**

### **Article 4 - Assemblée Générale Ordinaire**

Conformément à l'article 5 des statuts de l'Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement, l'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an sur convocation de la présidence ou de la co-présidence de l'association, ou à la demande d'un quart au moins de ses membres.

Seuls les Président(e)s ou leurs représentant(e)s mentionné(e)s à l'article 4 des statuts peuvent participer aux prises de décisions et aux votes.

- **Les réunions**

Les membres de l'association sont convoqués à l'Assemblée Générale quinze jours au moins avant la date fixée. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. Il peut être ajouté à l'ordre du jour tout point demandé par un(e) Président(e) au moins dix jours avant la réunion.

Un compte rendu, ou les actes, sont transmis à l'ensemble des membres de l'association dans un délai d'un mois après l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale devra être valorisée auprès du grand public, sous une forme ou une autre, notamment par les Conseils de développement membres de la Coordination nationale dans la presse, sur les réseaux sociaux et sur le site Internet de la CNCD.

- **Les délibérations**

Lors de l'Assemblée Générale, ne peuvent être soumises à la décision que les questions inscrites à l'ordre du jour.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale statutaire doit être composée de la majorité de ses membres présents ou représentés ; si le quorum n'est pas atteint, une Assemblée Générale est convoquée dans les quinze jours pour délibérer à la majorité simple.

Les procurations sont autorisées et sont comptabilisées dans le quorum, dans la limite d'une procuration par membre présent.

- **Les modalités du déroulement de l'Assemblée Générale**

La présidence ou la co-présidence, assisté(e) du Bureau, préside l'Assemblée Générale. Une fois par an, il/elle expose le rapport moral et d'activité de l'association ; le/la Trésorier(ère) rend compte de sa gestion. Les deux rapports sont soumis au vote de l'Assemblée Générale.

### **Article 5 Assemblée Générale Extraordinaire**

Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée dans les conditions prévues à l'article 4 dans le cas où :

- le quorum n'est pas atteint en Assemblée Générale Ordinaire
- au moins deux tiers des membres de l'association le demande
- un dysfonctionnement est constaté (situation financière difficile...)
- une modification des statuts est nécessaire.

L'ensemble des membres de l'association est convoqué selon la même procédure qu'en Assemblée Générale Ordinaire.

La majorité absolue des membres présents et représentés est requise pour délibérer valablement.

## **Article 6 - Le Conseil d'Administration**

Conformément à l'article 6 des statuts de l'Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement, le Conseil d'Administration a pour objet d'assurer la direction de l'association.

Il est composé au maximum de 24 membres (multiple de 3, renouvellement au 1/3):

Le tableau joint en annexe précise l'ordre de renouvellement par tiers du Conseil d'Administration.

Ses modalités de fonctionnement sont les suivantes :

- **Le mandat**

Il est fixé à trois ans avec un renouvellement par tiers tous les ans, les membres sortants pouvant se représenter.

En cas de vacance, le Conseil d'Administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres par cooptation. Il est procédé à leur remplacement statutaire lors de la prochaine Assemblée Générale, après appel à candidatures au sein des adhérents et vote pour choisir parmi les candidats. Le mandat des membres du Conseil d'Administration ainsi désignés prend fin au moment où aurait expiré le mandat des membres remplacés.

- **Les réunions**

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de la présidence ou de la co-présidence, ou à la demande de la moitié de ses membres.

La convocation contenant l'ordre du jour et les pièces annexes nécessaires à l'étude des points de l'ordre du jour doit parvenir au moins une semaine avant la date de la réunion.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu ou d'un relevé de décisions diffusé aux membres du Conseil d'Administration et à tous les adhérents de l'association un mois maximum après la date de réunion. L'ensemble des comptes rendus et relevés de décisions sont mis en ligne sur le site de la CNCD dans la partie réservée à ses adhérents.

- **Les délibérations**

La présence de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité des suffrages exprimés, il est procédé à un deuxième tour. En cas de maintien de l'égalité, la voix de la présidence ou de la co-présidence est prépondérante.

- **Les représentations**

En cas d'indisponibilité ponctuelle ou permanente, le/la Président(e) d'un Conseil de Développement membre du Conseil d'Administration peut mandater un(e) membre de son Conseil de Développement.

- **Personnes associées**

Pourront participer au Conseil d'Administration, sans voix délibérative, les chargé(e)s de mission sur proposition d'un(e) administrateur/administratrice et accord de leur Président(e).

Le Conseil d'Administration peut aussi faire appel à d'autres personnes dont l'expertise est nécessaire sur l'un des sujets à l'ordre du jour.

## **Article 7 - Bureau**

Conformément à l'article 7 des statuts de l'Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement, le Bureau a pour objet de mettre en œuvre les orientations du Conseil d'Administration.

Il est composé au maximum de 9 membres élus en leur nom propre et en s'attachant au principe de parité, avec au moins :

- Une présidence ou une co-présidence,
- un(e) Secrétaire,
- un(e) Trésorier/Trésorière.

Ses modalités de fonctionnement sont les suivantes :



- **Le mandat**

Les membres du Bureau sont élus tous les ans par le Conseil d'Administration.

- **Les réunions**

Le Bureau se réunit sur convocation de la présidence ou de la co-présidence ou à la demande de la moitié plus une voix de ses membres.

La convocation contenant l'ordre du jour et les pièces annexes nécessaires à l'étude des points de l'ordre du jour doit parvenir au moins une semaine avant la date de la réunion.

Chaque réunion fera l'objet d'un relevé de décisions diffusé aux membres du Bureau et du Conseil d'Administration 15 jours maximum après la date de réunion.

Pourront participer au Bureau sans voix délibérative les chargé(e)s de mission sur proposition d'un(e) administrateur/administratrice et accord de leur Président(e).

- **Les délibérations**

La présence de la moitié au moins de ses membres est nécessaire pour la validité de ses décisions. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de démission ou d'absences régulières non justifiées, le Conseil d'Administration pourvoit au remplacement du (des) membre(s) du Bureau concerné(s). Le mandat du (des) membre(s) du Bureau ainsi désigné(s) prend fin au moment où aurait expiré le mandat du (des) membre(s) remplacé(s).

- **Les représentations**

Il n'y a pas de représentation possible pour les membres du Bureau.

- **Personnes associées**

Pourront participer au Bureau sans voix délibérative les chargé(e)s de mission sur proposition d'un(e) administrateur/administratrice et accord de leur Président(e).

- **Modalités de travaux**

Dans le cadre de travaux menés, au nom de la CNCD, avec d'autres instances, le Bureau doit au préalable en délibérer les modalités et mandater les membres de l'association en charge d'un dossier. Les modalités de ce mandat seront mentionnées dans le relevé de décisions du Bureau. Les mandats doivent faire un point régulier sur l'avancée des travaux. Les conclusions du dossier doivent être délibérées par le Conseil d'Administration.

### **Titre III : Dispositions diverses**

#### **Article 8 Modification du règlement intérieur**

Le Règlement intérieur de l'Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement est établi par le Conseil d'Administration qui le fait approuver par l'Assemblée Générale, conformément à l'article 6 des statuts.

Il peut être modifié par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau puis soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. Le Règlement intérieur ainsi modifié est diffusé à l'ensemble des membres de l'association dans un délai d'un mois suivant la date de la modification.

**Annexe 1 : tableau des membres du conseil d'administration – Mandat 2017-2018**

Membres élus lors de l'assemblée générale du 22/06/17

Nom	Expiration du mandat
<b>1 - Philippe Audic</b> Conseil de développement de Nantes métropole	2019
<b>2 - Marie-Claude Malhomme</b> Conseil de développement de Metz métropole	2020
<b>3 - Jean-Marc Tremoulet</b> Conseil de développement du Grésivaudan	2018
<b>4 - Yves Raibaud</b> Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole	2019
<b>5 - Martine Tiercelin</b> Conseil de développement de Plaine commune	2020
<b>6 - Pierre Faucher</b> Conseil de développement de La Rochelle	2018
<b>7 - Bernard Carrière</b> Conseil de développement de l'Eurométropole de Strasbourg	2019
<b>8 - Henri Jacot</b> Conseil de développement du Grand Lyon	2020
<b>9 - Guy Jourden</b> Conseil de développement de la métropole et du pays de Brest	2018
<b>10 - Jean-Paul Guerquin</b> Conseil de développement du Val de Fensch	2019
<b>11 - Sébastien Rivière</b> Conseil de développement du Grand Angoulême	2020
<b>12 - Dominique Lempereur</b> Conseil de développement des Sorgues du Comtat	2018
<b>13 - Pierre Lamard</b> Conseil de développement Pays de Montbéliard agglomération	2019
<b>14 - Yves Londechamp</b> Conseil de développement de Saint-Quentin-en-Yvelines	2020
<b>15 - Alain Charraud</b> Conseil de développement de la Métropole de Rennes	2018
<b>16 - Gérard Flament</b> Conseil de développement de la Métropole européenne de Lille	2019
<b>17 - Michelle Daran</b> Conseil de développement de Grenoble-Alpes métropole	2020
<b>18 - Dominique Valck</b> Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy	2018
<b>19 - Tania Marcellus Jean Alexis</b> Conseil de développement de de l'agglomération Centre Martinique	2019
<b>20 - Eddie Koepler</b> Conseil de développement de Valenciennes métropole	2020
<b>21 - Caroline Phillips</b> Conseil de développement du Pays Basque	2018
<b>22 - Jean-Guy Majourel</b> Conseil de développement du Bassin de Thau	2020
<b>23 - Didier Bardy</b> Conseil de développement du Pays Portes de Gascogne	2019
<b>24 - Poste non pourvu</b>	2018



## **Annexe 2 – Contribution des Conseils de Développement membres au budget de la CNCD**

*Nota :*

*Le budget de la Coordination Nationale des Conseils de Développement (CNCD) est composé quasi exclusivement des contributions financières des Conseils de Développement. Par souci d'équité, le principe de définition du montant annuel de financement de chaque Conseil de Développement est fondé, d'une part, sur un critère démographique et, d'autre part, sur un critère de statut et de moyens du Conseil de Développement.*

Le principe de financement applicable à l'ensemble des Conseils de Développement adhérents à la CNCD est établi en fonction des critères suivants :

Critère 1	Conseils de Développement de Métropoles, Communautés urbaines, Communautés d'agglomération	Un centime d'euro (0,01€) par habitant
Critère 2	Conseils de Développement de Pays, PETR, PNR, Communautés de communes	Un demi-centime d'euro (0,005€) par habitant
Critère 3	Conseil de Développement de Pays, PETR, PNR, Communautés de communes dont les moyens de fonctionnement sont inférieurs à 5 000€ par an <sup>1</sup>	Contribution forfaitaire de 100€

Cas particulier :

Pour les Conseils de Développement dont le territoire se compose d'une zone relevant du Critère 1 et d'une autre zone relevant du Critère 2, le montant total de la contribution est établi en additionnant la contribution de la première zone calculée sur la base du Critère 1 et la contribution de la seconde zone calculée sur la base du Critère 2.

Exemple : un Conseil de Développement de Pays dont le territoire comprend également une Communauté d'agglomération contribuera à hauteur de 0,01€/habitant pour la population située sur le territoire de la Communauté d'agglomération et à hauteur de 0,005€/habitant pour le reste de la population.

Ainsi, si le Pays compte au total 100 000 habitants y compris une Communauté d'agglomération de 40 000 habitants, la contribution sera de :  $40\,000 \times 0,01 + (100\,000 - 40\,000) \times 0,005 = 700\text{€}$ .

---

<sup>1</sup> Ce chiffre inclut l'ensemble des moyens mis à disposition du Conseil de Développement, notamment les moyens logistiques et salaires de personnels mis à disposition.

# Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement

## STATUTS

30 mars 2012

Modifiés par l'Assemblée générale du 10 octobre 2013

*Version adoptée par l'AG du 19/5/2015*

### Préambule

Les Conseils de Développement sont créés en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ces Conseils de Développement sont animés par un(e) Président(e) de Conseil de Développement.

Depuis 2002, les Conseils de Développement se sont organisés collectivement et nationalement. Ils ont précisé leurs priorités dans un manifeste dont ils réaffirment les objectifs :

- participer aux démarches et travaux de la Coordination Nationale des Conseils de Développement, en particulier lors des réunions de travail des Président(e)s et des Rencontres nationales,
- partager leurs travaux et aborder des sujets communs, afin d'améliorer la mutualisation, la capitalisation, la valorisation, la diffusion, la visibilité et l'évaluation de l'impact des différents travaux des Conseils de Développement,
- promouvoir collectivement la démocratie participative et organiser les relations appropriées avec les acteurs des territoires afin d'être à leur écoute et de porter à leur connaissance les travaux, points de vue et pratiques participatives aux différentes échelles, françaises, européenne et internationale,
- respecter l'indépendance et le mode de fonctionnement de chaque Conseil de Développement.

En s'appuyant sur ces acquis, il a été décidé de faire évoluer le fonctionnement de la Coordination Nationale des Conseils de Développement vers une structuration renforcée au niveau national par la création d'une Association Nationale des Président(e)s de Conseil de Développement.

### I – NOM, SIEGE et OBJET de l'ASSOCIATION

#### ARTICLE 1 : Constitution et dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : « Association Nationale des Présidents de Conseil de Développement » (ANPCD), dénommée « Coordination Nationale des Conseils de Développement » (CNCD).

#### ARTICLE 2 : Rôle et missions

Cette association a pour objet notamment :

- d'être un lieu d'échanges et de mutualisation entre les Président(e)s et entre les Conseils de Développement,
- d'assurer la valorisation des Conseils de Développement et de leurs travaux,
- d'exprimer des avis et faire des propositions aux pouvoirs publics,
- de faire circuler des informations locales et nationales entre les Conseils de Développement,
- d'apporter aux Conseils de Développement des services communs ou particuliers,
- d'organiser des échanges avec les partenaires extérieurs,
- d'effectuer des études d'intérêt commun,
- d'organiser et de participer à des manifestations, colloques, rencontres.

Elle est laïque, sans but politique, syndical ou religieux.

### **ARTICLE 3 : Siège Social**

Le Siège Social est fixé au :

22 rue Joubert – 75009 Paris

Il pourra être transféré sur proposition du Conseil d'Administration ; la ratification par l'Assemblée Générale sera nécessaire.

## **II - COMPOSITION – ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 4 : Composition - admission - radiation**

Sont membres de l'association les Président(e)s de Conseil de Développement, dont le Conseil de Développement a décidé d'adhérer à l'association et qui sont à jour de leurs cotisations, en conformité avec le Règlement intérieur (RI).

La qualité de membre de l'association se perd par :

- la démission,
- le défaut de paiement des deux éléments financiers constitutifs de l'adhésion tels que définis dans le Règlement intérieur,
- la suspension ou la radiation prononcée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés pour non respect de l'esprit de la Charte de la Coordination Nationale des Conseils de Développement, après que le/la Président(e) concerné(e) ait été invité(e) à présenter ses observations au Conseil d'Administration.

### **ARTICLE 5 : Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le/la Président(e) ou à la demande d'un quart au moins de ses membres.

La composition et les modalités de fonctionnement de l'Assemblée Générale sont précisées par le Règlement intérieur.

### **ARTICLE 6 : Conseil d'Administration**

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale en s'attachant au principe de la parité.

La composition et les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration sont définies par le Règlement intérieur. Ce Règlement intérieur est approuvé par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

### **ARTICLE 7 : Bureau**

Le Bureau a pour objet de mettre en œuvre les orientations du Conseil d'Administration.  
Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont précisées par le Règlement intérieur.

### **III – RESSOURCES**

#### **ARTICLE 8 : Finances**

Le détail des modalités de financement est présenté dans l'article 2 du Règlement Intérieur.

### **IV – MODIFICATION des STATUTS et DISSOLUTION**

#### **ARTICLE 9 : Modification des statuts**

Les statuts peuvent être modifiés sur proposition du Conseil d'Administration ou à la demande du tiers des membres de l'association.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des trois quarts des Président(e)s présent(e)s ou représenté(e)s. Elle comprend, pour se prononcer valablement, au moins la moitié plus un des Président(e)s de l'association présent(e)s ou représenté(e)s.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire est organisée et les modifications sont adoptées à la majorité des membres présents ou/et représentés.

#### **ARTICLE 10 : Dissolution**

La dissolution de l'association est prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire dans les mêmes conditions que la modification des statuts. Dans ce cas, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Yves Londechamp  
Co-président de la Coordination nationale  
Président du Conseil de développement  
de Saint-Quentin-en-Yvelines



Dominique Valck  
Co-président de la Coordination nationale  
Président du Conseil de développement  
durable du Grand Nancy

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 24/06/2019  
Numéro : CC\_2019\_124  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Coordination Nationale des Conseils de Développement - Adhésion  
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 4Obg0Vt

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 04/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC\_2019\_124-DE

**Acte reçu**

Date : 24/06/2019  
Numéro interne : CC\_2019\_124  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 6  
Objet : Coordination Nationale des Conseils de Développement - Adhésion  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190624-CC\_2019\_124-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_AU-006-240600585-20190624-CC\_2019\_124-DE-1-1\_2.PDF  
99\_AU-006-240600585-20190624-CC\_2019\_124-DE-1-1\_3.PDF

N